PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 18 AOÛT 2020

À une séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Zotique tenue le 18 août 2020 à 20 h, en la salle du conseil municipal située au 1250, rue Principale et à laquelle étaient présents les conseillers municipaux Jonathan Anderson, Franco Caputo, Patrick Lécuyer, Éric Lachance, Jean-Pierre Daoust, Pierre Chiasson, tous formant quorum sous la présidence de Yvon Chiasson, maire.

Absent(s) :

Le secrétaire-trésorier et directeur général, M. Jean-François Messier, était également présent.

2020-08-368

OUVERTURE DE LA SÉANCE ET CONSTATATION DU QUORUM

Monsieur le maire Yvon Chiasson constate le quorum et ouvre la séance publique à 20 h, tous les conseillers municipaux étant physiquement présents.

Il informe de plus les citoyens présents ainsi que les membres du conseil municipal que la présente séance publique se tient dans le respect des normes et conditions prévues aux arrêtés ministériels décrétés les 25 juin 2020 (arrêté numéro 689-2020), 4 juillet 2020 (arrêté numéro 2020-049) et 15 juillet 2020 (arrêté 810-2020) ainsi que des plus récentes mises à jour apportées par la Direction de la santé publique, visant les normes d'hygiène et de distanciation devant être respectées.

Il est donc résolu à l'unanimité que la présente séance du conseil municipal se déroule en présence du public, dans le respect des normes sanitaires mentionnées précédemment.

PÉRIODE DE QUESTIONS DU DÉBUT DE LA SÉANCE

Monsieur le maire Yvon Chiasson laisse la parole à l'assistance pour la période de questions du début de la séance.

Un citoyen s'exprime sur le dossier relatif à la construction de l'école secondaire.

Monsieur le maire souligne par ailleurs que suite à la mise en ligne, via le site Web de la Municipalité, de l'ordre du jour de la présente séance publique de même que d'un formulaire destiné à permettre à la population de poser des questions aux membres du conseil municipal, sur tout sujet d'intérêt, aucune telle question n'a été reçue aux bureaux de la Municipalité.

2020-08-369

AVIS D'INTENTION – DE FAIRE RÉALISER À L'AUTOMNE 2020 LES TRAVAUX DE DRAGAGE DE L'EMBOUCHURE S2 DU CANAL 04 ET L'EMBOUCHURE S3 DU CANAL 05 COMME AUX POINT 2019-09-427 SOIT À L'ENTRÉE DU CANAL DE LA 68 ÈME AVENUE ET LA 65 ÈME AVENUE

Il est proposé par le conseiller municipal Pierre Chiasson d'ajouter ce point à l'ordre du jour.

CONSIDÉRANT QUE le canal de la 81^e Avenue (S4) apparaît être le principal problème soulevé par le conseiller municipal Pierre Chiasson;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité ne dispose pas de certificat d'autorisation pour les canaux S2 et S4 (Île Letendre) non plus que pour le canal S5 (83^e Avenue);

CONSIDÉRANT QUE le conseiller municipal Pierre Chiasson connaît très bien les délais requis pour l'obtention d'un tel certificat qui sont de plus de six mois et qu'il est donc illusoire d'envisager pouvoir réaliser cette demande dans le délai irréaliste soumis par ce dernier;

CONSIDÉRANT par ailleurs que la Municipalité est toujours en attente de l'autorisation à être obtenue du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE);

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE

CONSIDÉRANT QUE ce point n'a fait l'objet d'aucune présentation ni discussion lors des rencontres budgétaires pour l'année 2020, auxquelles le conseiller municipal Pierre Chiasson a activement participé;

Il est résolu à la majorité de rejeter cette proposition.

Le texte de ce titre n'a fait l'objet d'aucune modification et est présenté tel que soumis par M. Pierre Chiasson. À sa demande, aucune modification de syntaxe et d'orthographe n'a été apportée.

Le résultat du vote est le suivant :

Pour : Pierre Chiasson
Contre : Jonathan Anderson, Franco Caputo, Patrick Lécuyer,
Éric Lachance, Jean-Pierre Daoust
Abstention :

2020-08-370

AVIS D'INTENTION – QUEL LES EMPLOYÉS DES BATEAUX FAUCARD RAMASSE TOUS LES JOURS AVEC LA REMORQUE OU BATEAUX , LES ALGUES SUR LES TERRAINS DE LA MUNICIPALITÉ BOUT DE CANAL DU BEAU TRAVAIL DES BÉNÉVOLES AVEC LE RÂTEAUX COMME LE MR LE MAIRE LEURS DEMANDÉ SUR VIDÉO!

Il est proposé par le conseiller municipal Pierre Chiasson d'ajouter ce point à l'ordre du jour.

CONSIDÉRANT QUE les citoyens n'ont qu'à téléphoner à l'hôtel de ville pour soumettre leur demande à ce sujet;

Il est résolu à la majorité de rejeter cette proposition.

Le texte de ce titre n'a fait l'objet d'aucune modification et est présenté tel que soumis par M. Pierre Chiasson. À sa demande, aucune modification de syntaxe et d'orthographe n'a été apportée.

Le résultat du vote est le suivant :

Pour : Pierre Chiasson
Contre : Jonathan Anderson, Franco Caputo, Patrick Lécuyer,
Éric Lachance, Jean-Pierre Daoust
Abstention :

2020-08-371

AVIS D'INTENTION – DE FAIRE LES DEMANDES IMMÉDIATEMENT AUX MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT POUR FAIRE CREUSEZ L'ENTRÉE DU CANAL EST DE LA PLAGE LE PLUTÔT POSSIBLE. »

Il est proposé par le conseiller municipal Pierre Chiasson d'ajouter ce point à l'ordre du jour.

CONSIDÉRANT QUE ce point n'a fait l'objet d'aucune présentation ni discussion lors des rencontres budgétaires pour l'année 2020, auxquelles le conseiller municipal Pierre Chiasson a activement participé;

Il est résolu à la majorité de rejeter cette proposition.

Le texte de ce titre n'a fait l'objet d'aucune modification et est présenté tel que soumis par M. Pierre Chiasson. À sa demande, aucune modification de syntaxe et d'orthographe n'a été apportée.

Le résultat du vote est le suivant :

Pour : Pierre Chiasson
Contre : Jonathan Anderson, Franco Caputo, Patrick Lécuyer,
Éric Lachance, Jean-Pierre Daoust
Abstention :

2020-08-372 **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Il est résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour, tel que présenté.

1. **Ouverture de la séance, constatation du quorum et période de questions du début de la séance**
 - 1.1 Ouverture de la séance et constatation du quorum
 - 1.2 Période de questions du début de la séance
2. **Ordre du jour**
 - 2.1 **Dépôt des points demandés et présentés par certains élus**
 - 2.1.1 Avis d'intention – De faire réaliser à l'automne 2020 les travaux de dragage de l'embouchure S2 du canal 04 et l'embouchure S3 du canal 05 comme aux point 2019-09-427 soit à l'entrée du canal de la 68^{ème} avenue et la 65^{ème} avenue
 - 2.1.2 Avis d'intention – Quel les employés des bateaux faucard ramasse tous les jours avec la remorque ou bateaux , les algues sur les terrains de la municipalité bout de canal du beau travail des bénévoles avec le râteaux comme le Mr Le maire leurs demandé sur vidéo!
 - 2.1.3 Avis d'intention – De faire les demandes immédiatement aux ministere de l'environnement pour faire creusez l'entrée du canal EST de la plage le plutôt possible. »
 - 2.2 **Adoption de l'ordre du jour**
3. **Approbaton des procès-verbaux**
 - 3.1 Approbaton du procès-verbal de la séance ordinaire du 21 juillet 2020 D.A.
4. **Correspondance**
5. **Administration**
 - 5.1 Approbaton de la liste des comptes payés et à payer D.A.
 - 5.2 Dépôt des états financiers consolidés 2019
 - 5.3 Rapport du maire sur les faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe
 - 5.4 Rescinder résolution numéro 2020-06-288 – Autorisation – Signature protocole d'entente – Aide financière – Volet 1 du Programme réfection et construction des infrastructures municipales D.A.
 - 5.5 Dépôt de la liste des personnes embauchées et mises à pied D.A.
 - 5.6 Nomination – Chef de division hygiène du milieu et environnement
 - 5.7 Nomination – Officier municipal en bâtiment et en environnement
 - 5.8 Adjudication de contrat – Mandat services professionnels – Évaluation comportementale – Règlement d'application de la loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens – Règlement numéro 726 D.A.
 - 5.9 Dépôt du certificat du résultat de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter – Règlement numéro 729 D.A.
 - 5.10 Autorisation de dépenser – Administration D.A.
 - 5.11 Autorisation – Port de la caméra portative dédiée à la protection des employés municipaux
6. **Services techniques**
 - 6.1 Adjudication de contrat – Mandat services professionnels – Préparation de plans, devis et surveillance – Augmentation de la capacité des étangs aérés D.A.
 - 6.2 Adjudication de contrat – Services professionnels – Préparation de plans, devis et surveillance – Services municipaux d'une partie des 20^{ème} Rue et 26^{ème} Avenue D.A.
 - 6.3 Autorisation – Appel d'offres – Mandat d'inspection télévisée du réseau d'égout municipal – Programme de gestion des actifs municipaux (PGAM) D.A.
 - 6.4 Ratification – Réduction de l'aide financière – Programme Primeau Volet 2 D.A.
 - 6.5 Autorisation de dépenser – Services techniques D.A.
 - 6.6 Requête ministère des Transports du Québec (MTQ) – Maintien du recouvrement de pierre à l'intersection de la route 338 et du cours d'eau Grand Marais
 - 6.7 Autorisation ministère des Transports du Québec (MTQ) – Fermeture de la route 338 à la hauteur du ponceau P-11
7. **Hygiène du milieu**
 - 7.1 Dépôt – Audit de conformité quinquennal – Chaîne de traitement de l'eau potable – Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) D.A.
 - 7.2 Autorisation de dépenser – Hygiène du milieu D.A.
 - 7.3 Adjudication de contrat – Services professionnels – Programme de suivi environnemental requis pour les travaux de faucardage des canaux navigables D.A.A.
8. **Incendie**
 - 8.1 Adjudication de contrat – Fourniture habits de combat d'incendie D.A.C.
 - 8.2 Autorisation de dépenser – Service incendie D.A.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

9. Urbanisme

- 9.1 Avis d'intention – Interdiction de déboisement et de construction – Milieux terrestres – Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)
- 9.2 Dérogation mineure – 171, 22^e Avenue – Lot numéro 1 685 354 D.A.
- 9.3 Dérogation mineure – 100, 55^e Avenue – Lot numéro 1 685 685 D.A.
- 9.4 Autorisation de dépenser – Service d'urbanisme D.A.
- 9.5 Autorisation – Ventes de garage de l'automne
- 9.6 Autorisation – Services professionnels – Obtention du certificat d'autorisation Article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement – 20^e Rue D.A.A.

10. Loisirs

- 10.1 Autorisation – Demande de subvention – Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA) – Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)
- 10.2 Autorisation – Demande d'aide financière – Appel de projets en développement des collections des Bibliothèques publiques autonomes (BPA) 2020-2021
- 10.3 Autorisation de dépenser – Loisirs D.A.
- 10.4 Mandat – Tenue et planification de certains événements
- 10.5 COVID-19 – Interdiction location et utilisation des salles communautaires

11. Plage

- 11.1 Autorisation de dépenser – Plage D.A.

12. Règlements généraux

- 12.1 Aucun

13. Règlements d'urbanisme

- 13.1 Avis de motion – Règlement modifiant le règlement numéro 529 relatif au zonage – Règlement numéro 529-22
- 13.2 Avis de motion – Règlement modifiant le règlement de lotissement numéro 530 – Règlement numéro 530-2
- 13.3 Avis de motion – Règlement modifiant le règlement numéro 532 relatif à la gestion des règlements d'urbanisme – Règlement numéro 532-11
- 13.4 Avis de motion – Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble – Règlement numéro 733
- 13.5 Rescinder la résolution numéro 2020-07-365 – Adoption du projet de règlement modifiant le règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 535 – Règlement numéro 535-9 D.A.

14. Période de questions de la fin de la séance

15. Levée de la séance

2020-08-373 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE

Le conseiller municipal Pierre Chiasson souligne aux membres du conseil municipal que les commentaires formulés par Monsieur le Maire préalablement à l'adoption de la résolution numéro 2020-07-320 et contenu au procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 21 juillet 2020 laisseraient supposer que le canal dont il est fait mention lui appartiendrait, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Il est résolu à la majorité d'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 21 juillet 2020.

Le résultat du vote est le suivant :

Pour : Jonathan Anderson, Franco Caputo, Patrick Lécuyer,
Éric Lachance, Jean-Pierre Daoust
Contre : Pierre Chiasson
Abstention :

2020-08-374 C – AIDE FINANCIÈRE – PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal de la réception d'une lettre émanant du ministre des Transports du Québec confirmant l'octroi d'une aide financière maximale de 10 000 \$ pour des travaux d'amélioration des routes de la Municipalité.

Il tient en outre à remercier la députée de Soulanges, Mme Marilyne Picard, pour son intervention et le rôle qu'elle a joué en lien avec l'aide financière ainsi accordée à la Municipalité de Saint-Zotique.

Il est résolu à l'unanimité de transmettre pour information une copie de la présente résolution à Mme Marilyne Picard, députée de Soulanges.

2020-08-375 **C – DEMANDE D'INSTALLATION – AFFICHE INTERDICTION DE STATIONNER – 84^E AVENUE**

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal de la réception d'une lettre émanant du propriétaire de l'immeuble résidentiel situé au 410, 84^e Avenue, demandant l'installation de panneaux d'interdiction de stationner sur toute la longueur de la voie publique, en raison notamment de l'étroitesse de cette dernière.

Le demandeur souligne également qu'en raison de la situation précédemment décrite, les automobilistes se stationnent régulièrement sur sa propriété privée, avec tous les désagréments qui en découlent.

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal juge opportun d'obtenir un complément d'informations quant à la situation physique et factuelle entourant les doléances du citoyen concerné afin de pouvoir prendre une décision éclairée sur celles-ci;

Il est résolu à l'unanimité de référer la présente demande aux responsables des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement pour suivi et recommandations et de requérir du conseiller municipal du district concerné qu'il procède aux vérifications nécessaires en pareils cas afin de déposer au conseil municipal, pour la prochaine séance ordinaire à être tenue au mois de septembre 2020, un bref rapport écrit visant à l'éclairer sur l'ensemble de la situation problématique précédemment décrite, dans l'intérêt collectif ainsi que dans celui des résidents de la 84^e Avenue.

Il est de plus résolu de reporter ce point à l'ordre du jour d'une séance ordinaire ultérieure, pour prise de décision.

2020-08-376 **C – DEMANDE D'AUTORISATION LA GRANDE GUIGNOLÉE – 3 DÉCEMBRE 2020**

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal de la réception d'une lettre émanant de l'organisme Moisson Sud-Ouest demandant l'autorisation de tenir son événement annuel *La Grande Guignolée des médias* sur le territoire de la Municipalité, le jeudi 3 décembre 2020, de 6 h à 18 h, à l'intersection de la rue Principale et de la 34^e Avenue.

CONSIDÉRANT les dispositions contenues à l'article 5 du Règlement relatif aux colporteurs et aux commerçants itinérants – Règlement numéro 705 stipulent notamment que toute forme de sollicitation dans les rues ou autres voies publiques de même nature, accessibles aux citoyens, est formellement interdite et qu'il est de plus interdit, dans le cadre de telles activités de sollicitation, d'entraver, de gêner, de retarder, d'empêcher ou autrement obstruer la libre circulation de piétons et de véhicules automobiles et/ou bicyclettes dans les rues ou autres voies publiques y adjacentes;

CONSIDÉRANT QUE cet organisme confirme que toutes les mesures préventives possibles seront mises en œuvre dans le cadre de tel événement afin d'assurer la santé de tous et que les restrictions et mesures sanitaires pouvant être prescrites en pareils cas seront rigoureusement respectées;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la tenue de l'événement *La Grande Guignolée des médias* sur le territoire de la Municipalité de Saint-Zotique, à l'intersection de la rue Principale et de la 34^e Avenue le jeudi 3 décembre 2020, de 6 h à 18 h, et ce, dans le respect de toutes les restrictions et mesures sanitaires pouvant alors recevoir application de même que des dispositions réglementaires contenues au Règlement relatif aux colporteurs et aux commerçants itinérants – Règlement numéro 705.

2020-08-377 **C – DEMANDE DE SUBVENTION – SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET DE GÉNÉALOGIE NOUVELLE-LONGUEUIL (SHGNL)**

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal de la réception d'une correspondance émanant des officiers de l'organisme « Société d'histoire et de généalogie Nouvelle-Longueuil » visant à demander une aide financière pour la parution à venir d'un bulletin d'information traitant du début des postes dans les municipalités, de la Seigneurie de la Nouvelle-Longueuil et à Sainte-Justine-de-Newton.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Les demandeurs soulignent que les municipalités voisines ont toutes participé financièrement à la réussite de ce projet.

Il est résolu à l'unanimité d'accorder une subvention de 100 \$ à la Société d'histoire et de généalogie Nouvelle-Longueuil (SHGNL) afin de permettre la parution à venir d'un bulletin d'information traitant du début des postes dans les municipalités, de la Seigneurie de la Nouvelle-Longueuil et à Sainte-Justine-de-Newton.

2020-08-378 C – DEMANDE RELATIVE À LA TENUE D'UNE ACTIVITÉ – TRACTEURS À GAZON

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal de la réception d'une demande émanant de l'un des responsables de l'activité de course de tracteurs à gazon qui se déroule annuellement sur le territoire de la Municipalité.

Il les informe de plus que la demande actuelle ne vise exceptionnellement, en raison de la pandémie de la COVID-19, qu'une période de rodage et d'essai des tracteurs appartenant aux participants, devant se tenir le samedi 22 août 2020 de 12 h à 18 h au 112, 69^e Avenue (lots numéros 4 541 848 et 5 555 628).

Le demandeur confirme par ailleurs dans sa demande qu'aucun spectateur ne sera admis sur le site de l'événement et qu'un service de premiers répondants sera présent sur les lieux, pour toute la durée de l'activité.

CONSIDÉRANT QUE l'article 7.6 du règlement numéro 529 relatif au zonage ne reçoit pas application dans le cadre de la présente demande vu l'absence d'un service de cantine sur les lieux, le jour de l'événement;

Il est résolu à l'unanimité d'accepter la tenue d'un événement extérieur au 112, 69^e Avenue, le samedi 22 août 2020 de 12 h à 18 h, lequel événement ne sera en aucune façon accessible au public en général et sera limité aux seuls participants inscrits, cette activité se limitant à une simple période de rodage et d'essai des tracteurs à gazon leur appartenant.

Il est de plus résolu de requérir formellement des organisateurs de tel événement de voir à prendre toutes les dispositions nécessaires afin que soit respecté l'ensemble des restrictions et mesures sanitaires applicables en pareils cas, dont celles relatives aux mesures de distanciation physique, au port du couvre-visage ainsi qu'au nombre maximal de participants pouvant s'y rassembler.

2020-08-379 APPROBATION DE LA LISTE DES COMPTES PAYÉS ET À PAYER

Je, soussigné, certifie par la présente qu'il y a des deniers suffisants pour les dépenses et engagements de fonds décrits dans la liste ci-jointe et dont le sommaire apparaît ci-après :

Comptes payés du 1 ^{er} au 31 juillet 2020 :	444 305,50 \$
Comptes à payer du 1 ^{er} au 31 juillet 2020 :	816 319,22 \$
Salaires payés du 1 ^{er} au 31 juillet 2020 :	295 435,49 \$
Total :	1 556 060,21 \$
Engagements au 31 juillet 2020 :	7 317 641,00 \$

Le rapport des employés qui ont accordé une autorisation de dépenses en vertu du règlement numéro 715 est déposé conformément à la loi.

En conséquence, il est résolu à l'unanimité d'approuver la liste des comptes payés du 1^{er} au 31 juillet 2020 ainsi que les salaires versés et d'autoriser le paiement des comptes à payer.

Jean-François Messier
Secrétaire-trésorier

2020-08-380 **DÉPÔT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019**

CONSIDÉRANT QUE les dispositions contenues aux articles 176 et suivants du *Code municipal du Québec (RLRQ, c. C-27-1)* exigent la préparation et la présentation aux membres du conseil municipal, au plus tard le 15 mai de chaque année, du rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre précédent;

CONSIDÉRANT QUE cette présentation doit également inclure les états financiers de la Municipalité, pour tel exercice;

CONSIDÉRANT QU'en raison de la pandémie sanitaire, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) avait prolongé ce délai jusqu'au 31 août 2020;

CONSIDÉRANT QUE la préparation de tels documents financiers exige toutefois la confection et le dépôt préalable des états financiers pour l'année 2019 de la Régie intermunicipale d'incendie du Lac Saint-François (Régie), dans laquelle la Municipalité de Saint-Zotique était membre et qui a été dissoute par décret ministériel le 6 mars 2020;

CONSIDÉRANT QUE la firme externe de comptables mandatée par la Régie n'a toujours pas terminé la confection et la préparation de tels états financiers pour l'année financière terminée le 31 décembre 2019;

CONSIDÉRANT QUE la firme externe de vérificateurs et comptables mandatée par la Municipalité n'a pu, en raison de ce qui précède, compléter les documents financiers requis aux termes des dispositions législatives applicables en pareils cas, bien que l'ensemble des mesures sous leur contrôle ont été prises afin de rigoureusement respecter et satisfaire à telles dispositions;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'informer le MAMH de la situation décrite aux présentes et de reporter à une prochaine séance ordinaire du conseil municipal le dépôt et la présentation de tels rapport et états financiers;

Il est résolu à l'unanimité de reporter à une prochaine séance ordinaire du conseil municipal le dépôt et la présentation du rapport et des états financiers de la Municipalité, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, et de requérir de la firme externe d'experts comptables mandatée par la Régie intermunicipale d'incendie du Lac Saint-François de voir à transmettre à la Municipalité, dans les plus brefs délais, une copie des états financiers de tel organisme, pour l'année 2019.

Il est également résolu de transmettre une copie de la présente résolution au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour information et suivi.

2020-08-381 **RAPPORT DU MAIRE SUR LES FAITS SAILLANTS DU RAPPORT FINANCIER ET DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE**

CONSIDÉRANT QUE les dispositions contenues à l'article 176.2.2 du Code municipal du Québec (RLRQ, c. C-27.1) stipulent que le Maire doit faire lecture de son rapport sur les faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe de la Municipalité, lesquels doivent être déposés aux membres du conseil municipal au plus tard le 15 mai de chaque année;

CONSIDÉRANT QUE, pour des raisons hors du contrôle de la Municipalité de Saint-Zotique, des retards ont été encourus pour la présentation et le dépôt de tels documents financiers et qu'une résolution a été adoptée lors de la présente séance visant à reporter à une séance ultérieure du conseil municipal le dépôt de tels rapports, dont le délai de production avait été prolongé au 31 août 2020 par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), en raison de la pandémie sanitaire;

CONSIDÉRANT dès lors que les obligations mentionnées précédemment et incombant au maire aux termes des dispositions contenues à l'article 176.2.2 du *Code municipal du Québec (RLRQ, c. C-27.1)* ne pourront être satisfaites avant le dépôt du rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ainsi que du rapport du vérificateur externe déjà mandaté par la Municipalité;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Il est résolu à l'unanimité de reporter à une prochaine séance ordinaire du conseil municipal la lecture par le maire de son rapport sur les faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe de la Municipalité, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

Il est également résolu de transmettre une copie de la présente résolution au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour information et suivi.

**2020-08-382 RESCINDER RÉSOLUTION NUMÉRO 2020-06-288 – AUTORISATION – SIGNATURE
PROTOCOLE D'ENTENTE – AIDE FINANCIÈRE – VOLET 1 DU PROGRAMME RÉFECTION
ET CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES**

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2020-06-288 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 16 juin 2020 autorisant M. le Maire à signer le protocole d'entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en lien avec l'aide financière octroyée à la Municipalité pour la réalisation des travaux d'agrandissement de la caserne incendie;

CONSIDÉRANT l'aide financière déjà autorisée et confirmée par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation quant à tel projet, dans une lettre portant la date du 24 mars 2020;

CONSIDÉRANT QUE cette subvention est établie à raison de 60 % des coûts admissibles liés à ces travaux, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 3 000 000 \$;

CONSIDÉRANT la réception le 13 juillet 2020 d'un protocole d'entente établissant les travaux admissibles ainsi que les modalités de versement de telle aide financière, signé par la représentante du MAMH de même qu'une lettre y annexée portant la date du 9 juillet 2020 confirmant que la résolution de la Municipalité autorisant la signature dudit protocole devait être postérieure à cette date;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal ont pris connaissance des termes contenus à tel protocole d'entente, lequel leur a été préalablement présenté et soumis;

CONSIDÉRANT QU'il y a donc lieu de procéder à l'adoption d'une nouvelle résolution municipale autorisant M. le maire Yvon Chiasson à signer le protocole d'entente visé aux présentes, afin de le rendre pleinement exécutoire;

CONSIDÉRANT QU'il y aura également lieu de rescinder la résolution municipale numéro 2020-06-288 jugée prématurée par le MAMH, celle-ci n'ayant plus d'objet;

Il est résolu à l'unanimité de mandater et d'autoriser M. le Maire Yvon Chiasson à signer le protocole d'entente avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) dans le cadre de l'aide financière maximale de 3 000 000 \$ octroyée à la Municipalité aux termes du volet 1 du programme Réfection et construction des infrastructures municipales, visant les travaux d'agrandissement de la caserne incendie.

Il est également résolu de rescinder la résolution municipale numéro 2020-06-288, celle-ci n'ayant plus d'objet, et de transmettre une copie de tel protocole d'entente daté et signé, de même qu'une copie conforme de la présente résolution, au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

2020-08-383 DÉPÔT DE LA LISTE DES PERSONNES EMBAUCHÉES ET MISES À PIED

Le directeur général dépose la liste des personnes embauchées et mises à pied pour travailler au sein des divers services conformément au règlement numéro 727.

Les responsables du Service de la paie sont requis de remettre aux nouveaux employés la documentation pertinente en lien avec leur emploi et notamment une copie du Code d'éthique et de déontologie des employés et intervenants municipaux.

2020-08-384 NOMINATION – CHEF DE DIVISION HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2020-02-078 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 18 février 2020, nommant par intérim Mme Véronic Quane au poste de chef de division Hygiène du milieu et Environnement;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QUE la prestation de services fournie par Mme Véronic Quane depuis sa nomination par intérim satisfait pleinement aux charges et autres tâches liées au poste mentionné précédemment, suivant les attentes des membres du conseil municipal;

Il est résolu à l'unanimité de confirmer la nomination de Mme Véronic Quane au poste de chef de division Hygiène du milieu et Environnement et d'autoriser le maire et le secrétaire-trésorier et directeur général à signer le contrat de travail requis dans les circonstances.

Il est de plus résolu que Mme Véronic Quane soit désignée comme étant la personne responsable de l'application et du respect de l'entente relative aux travaux dans les cours d'eau intervenue avec la MRC de Vaudreuil-Soulanges, des responsabilités qui y sont confiées et de la réalisation des travaux qui y sont énumérés.

2020-08-385 NOMINATION – OFFICIER MUNICIPAL EN BÂTIMENT ET EN ENVIRONNEMENT

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2020-02-079 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 18 février 2020, nommant par intérim Mme Frédérik Rochette-Héroux au poste d'officier municipal en bâtiment et en environnement;

CONSIDÉRANT QUE la prestation de services fournie par Mme Frédérik Rochette-Héroux depuis sa nomination par intérim satisfait pleinement aux charges et autres tâches liées au poste mentionné précédemment, suivant les attentes des membres du conseil municipal;

Il est résolu à l'unanimité de confirmer la nomination de Mme Frédérik Rochette-Héroux au poste d'officier municipal en bâtiment et en environnement, conformément aux éléments contenus à la convention collective de travail signée avec le Regroupement des employés de la Municipalité de Saint-Zotique.

Il est de plus résolu qu'aux termes de telle nomination, Mme Frédérik Rochette-Héroux se voit conférer l'ensemble des pouvoirs prévus à l'article 492 du *Code municipal du Québec* dans le cadre de l'application de tous règlements municipaux et notamment de ceux qui autorisent la visite et/ou l'examen de toutes propriétés mobilières ou immobilières, nuisances et autres sur le territoire de la Municipalité de Saint-Zotique de même que les pouvoirs prévus à l'article 36 de la *Loi sur les compétences municipales*, étant par ailleurs nommée à titre de personne désignée aux termes de telles dispositions législatives.

Il est finalement résolu de nommer Mme Frédérik Rochette-Héroux au poste d'officier municipal désigné afin d'assurer l'application et le respect de l'ensemble de la réglementation municipale, incluant toutes autorisations requises notamment aux fins de l'émission de constats d'infraction aux termes de l'un et/ou de l'autre de tels règlements municipaux.

2020-08-386 ADJUDICATION DE CONTRAT – MANDAT SERVICES PROFESSIONNELS – ÉVALUATION COMPORTEMENTALE – RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI VISANT À FAVORISER LA PROTECTION DES PERSONNES PAR LA MISE EN PLACE D'UN ENCADREMENT CONCERNANT LES CHIENS – RÈGLEMENT NUMÉRO 726

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique a adopté, à l'occasion de la tenue de la séance ordinaire de son conseil municipal du 19 mai 2020, le Règlement remplaçant le règlement numéro 622 concernant les chiens et autres animaux – Règlement numéro 726;

CONSIDÉRANT QUE tel règlement prévoit la possibilité, pour l'autorité compétente désignée par la Municipalité, de requérir du propriétaire d'un chien qui constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique de le soumettre à l'examen d'un médecin vétérinaire qu'elle choisit afin que son état et sa dangerosité soient évalués;

CONSIDÉRANT QU'il s'avère dès lors nécessaire de désigner et de nommer un médecin vétérinaire ayant pour mandat de procéder à une évaluation comportementale d'un chien qui constitue un risque pour la santé ou sécurité publique, aux frais du propriétaire ou gardien de l'animal;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT l'offre de service reçue du Docteur Enid Stiles, médecin vétérinaire de l'Hôpital Vétérinaire Sherwood Park, ayant sa place d'affaires à Beaconsfield, entourant la tenue d'une évaluation de comportement visée aux présentes de même que des informations quant aux conditions liées à une telle évaluation;

CONSIDÉRANT QUE les nombreuses démarches visant à intéresser des médecins vétérinaires pratiquant sur les territoires des MRC de Beauharnois-Salaberry et Vaudreuil-Soulanges ont été réalisées par Mme Anick Courval, urbaniste et directrice du Service d'urbanisme de la Municipalité, ainsi que par Mme Frédérik Rochette-Héroux, urbaniste, dans le cadre du mandat pour services professionnels décrit aux présentes, lesquelles se sont avérées vaines;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit dans les circonstances d'un mandat de nature très particulière et nécessitant une expertise spécialisée;

CONSIDÉRANT QUE seule la Docteur Enid Stiles a répondu favorablement à la demande de la Municipalité et lui a soumis une offre de service qui apparaît équitable et raisonnable aux membres du conseil municipal;

Il est résolu à l'unanimité de mandater la Docteur Enid Stiles, ou tout autre médecin vétérinaire œuvrant au sein de l'Hôpital Vétérinaire Sherwood Park, afin d'agir comme expert pour évaluer, sur demande, l'état et la dangerosité d'un chien pouvant présenter un risque pour la santé ou sécurité publique, aux termes des dispositions législatives et réglementaires applicables en pareils cas, le tout en conformité des considérations économiques stipulées à l'offre de service jointe aux présentes pour en faire partie intégrante, comme si au long récitée, lesquelles considérations économiques sont la responsabilité et à la charge du propriétaire ou du gardien de l'animal concerné.

Il est de plus résolu que le secrétaire-trésorier et directeur général soit autorisé, au besoin, à signer les contrats et les documents nécessaires, sujet au respect des conditions précédemment décrites, en y stipulant toute clause ou condition jugée utile dans l'intérêt de la Municipalité de Saint Zotique et non incompatible avec la présente.

2020-08-387

DÉPÔT DU CERTIFICAT DU RÉSULTAT DE LA PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT DES PERSONNES HABLES À VOTER – RÈGLEMENT NUMÉRO 729

CONSIDÉRANT l'avis public donné le 23 juillet 2020 prévoyant et décrivant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter quant au Règlement d'emprunt concernant l'acquisition des lots numéros 3 932 626 à 3 932 650 et 3 932 664 pour une dépense de 750 000 \$ et un emprunt de 750 000 \$ – Règlement numéro 729;

CONSIDÉRANT QUE telle procédure fut établie dans le respect des dispositions contenues à l'arrêté ministériel numéro 2020-033 décrété le 7 mai 2020;

CONSIDÉRANT QUE la procédure d'enregistrement par consultation écrite s'est tenue du 23 juillet au 7 août 2020;

CONSIDÉRANT la clôture de telle procédure de consultation publique en date du vendredi 7 août 2020, à 16 h 30;

CONSIDÉRANT le fait qu'aucune demande visant à requérir la tenue d'un scrutin référendaire en regard du Règlement d'emprunt concernant l'acquisition des lots numéros 3 932 626 à 3 932 650 et 3 932 664 pour une dépense de 750 000 \$ et un emprunt de 750 000 \$ – Règlement numéro 729 n'a été reçue à l'intérieur de la période d'enregistrement mentionnée précédemment;

Il est résolu à la majorité de prendre acte du fait que le secrétaire-trésorier et directeur général dépose, conformément aux dispositions contenues à l'article 578, al.1 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, c. E-2.2)*, le certificat du résultat de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter relativement au règlement d'emprunt numéro 729. Le règlement susdit est réputé avoir été approuvé par les personnes habiles à voter.

Il est de plus résolu, bien que non requis par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, de procéder à l'affichage de tel certificat à chacun des quatre endroits désignés par le conseil municipal.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Le résultat du vote est le suivant :

Pour : Jonathan Anderson, Franco Caputo, Patrick Lécuyer,
Éric Lachance, Jean-Pierre Daoust
Contre : Pierre Chiasson
Abstention :

2020-08-388 AUTORISATION DE DÉPENSER – ADMINISTRATION

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste ADM-2020-08 déposée par Jessica Leroux, CPA, CA, directrice des finances, et d'en permettre le paiement.

2020-08-389 AUTORISATION – PORT DE LA CAMÉRA PORTATIVE DÉDIÉE À LA PROTECTION DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT QUE les employé(e)s municipaux des Services d'urbanisme et de la Plage sont fréquemment appelés à interagir avec les citoyens de la Municipalité de même qu'avec les visiteurs ayant accès au site de la plage municipale;

CONSIDÉRANT QUE ces échanges peuvent, à l'occasion, être tenues dans un climat de tension, voire d'agressivité, qui peuvent comporter certains risques pour la sécurité de tels employé(e)s;

CONSIDÉRANT QUE l'usage et l'utilisation d'une caméra corporelle peut limiter de façon significative ces tensions et conflits potentiels;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal tiennent fermement à ce que les membres de l'organisation municipale puissent remplir leurs fonctions dans un climat de travail favorisant le respect et la dignité de la personne;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique a, dans ce contexte, adopté lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 21 avril 2020, une résolution promulguant une politique municipale ayant pour objectif de contrer toute forme de harcèlement et de discrimination (résolution numéro 2020-04-185) à l'endroit de ses employé(e)s;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les employé(e)s municipaux des Services d'urbanisme et de la Plage à porter une caméra corporelle lors de leurs interventions auprès de citoyens ou, dans le cas de la plage municipale, auprès des visiteurs ayant accès au site concerné.

Il est également résolu de demander aux employé(e)s utilisant un tel équipement d'informer leur interlocuteur de son existence et de son utilisation projetée, dans un but de saine transparence.

2020-08-390 ADJUDICATION DE CONTRAT – MANDAT SERVICES PROFESSIONNELS – PRÉPARATION DE PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE – AUGMENTATION DE LA CAPACITÉ DES ÉTANGS AÉRÉS

CONSIDÉRANT les projections réalistes liées aux besoins actuels et futurs de la Municipalité de Saint-Zotique;

CONSIDÉRANT l'étude en lien avec l'évaluation de la capacité résiduelle de la station d'épuration préparée le 5 décembre 2019 par la firme EXP et recommandant la réalisation de travaux visant l'augmentation de la capacité de traitement de la station d'épuration;

CONSIDÉRANT QUE ces recommandations entourant la capacité de traitement des eaux usées visent à satisfaire aux attentes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) pour un horizon de 0 à 10 ans, lesquelles visent à accroître l'efficacité de la capacité des étangs aérés et ainsi répondre aux besoins de la population;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2020-03-144 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 17 mars 2020, autorisant la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement à procéder à un appel d'offres sur invitation afin de requérir des soumissions quant à la préparation de plans et devis entourant les divers travaux de modification requis aux fins de l'augmentation requise de la capacité de traitement de la station d'épuration;

CONSIDÉRANT QUE trois firmes spécialisées ont été invitées à soumettre leur offre de service en lien avec tel projet, soit les firmes WSP Canada, CDGU et EXP;

CONSIDÉRANT la réception d'une seule soumission de la firme EXP et l'analyse qui en a été faite par la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement;

CONSIDÉRANT la recommandation formulée par cette dernière d'octroyer le contrat au seul soumissionnaire conforme, soit à la firme EXP, pour une somme de 72 500 \$, avant les taxes applicables;

Il est résolu à l'unanimité d'octroyer le contrat pour la préparation de plans et devis entourant les divers travaux de modification requis aux fins de l'augmentation requise de la capacité de traitement de la station d'épuration à la firme EXP pour une somme de 72 500 \$, avant les taxes applicables.

Il est de plus résolu que la dépense soit financée en partie par le budget de fonctionnement du service concerné ainsi que par le Règlement d'emprunt concernant des travaux d'amélioration et de mise à niveau de la station d'épuration pour une dépense de 900 000 \$ et un emprunt de 900 000 \$ – Règlement numéro 728, suite à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), jusqu'à concurrence des sommes autorisées pour ce poste de dépenses audit règlement, soit une somme de 68 680 \$, en sus des taxes applicables.

Il est également résolu que le secrétaire-trésorier et directeur général soit autorisé, au besoin, à signer les contrats et les documents nécessaires, sujet au respect des conditions précédemment décrites, en y stipulant toute clause ou condition jugée utile dans l'intérêt de la Municipalité de Saint Zotique et non incompatible avec la présente.

2020-08-391

ADJUDICATION DE CONTRAT – SERVICES PROFESSIONNELS – PRÉPARATION DE PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE – SERVICES MUNICIPAUX D'UNE PARTIE DES 20^E RUE ET 26^E AVENUE

CONSIDÉRANT le projet souhaité par la Municipalité entourant la réalisation de travaux municipaux à être réalisés sur une partie des 20^e Rue et 26^e Avenue;

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2020-07-344 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 21 juillet 2020 visant à requérir de la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement de procéder à un nouvel appel d'offres par invitation afin d'obtenir de nouvelles soumissions entourant la réalisation des travaux mentionnés précédemment;

CONSIDÉRANT QUE deux firmes spécialisées ont été invitées à soumettre leur offre de service en lien avec tel projet en remplaçant la surveillance totale (résidence) par la surveillance partielle (bureau);

CONSIDÉRANT la réception de deux soumissions des firmes EXP et CDGU, l'ouverture de celles-ci et l'analyse faite par la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'une seule soumission s'avère conforme, soit celle provenant de la firme EXP, pour une somme de 67 500 \$, en sus des taxes applicables en l'espèce;

CONSIDÉRANT la recommandation formulée par la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme EXP;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Il est résolu à l'unanimité d'octroyer le contrat pour la préparation des plans et devis ainsi que pour la surveillance partielle (bureau) des travaux en lien avec les travaux municipaux à être réalisés sur une partie des 20^e Rue et 26^e Avenue à la firme EXP pour une somme de 67 500 \$, en sus des taxes applicables.

Il est de plus résolu que la dépense soit financée par le budget de fonctionnement du service concerné.

Il est également résolu que le secrétaire-trésorier et directeur général soit autorisé, au besoin, à signer les contrats et les documents nécessaires, sujet au respect des conditions précédemment décrites, en y stipulant toute clause ou condition jugée utile dans l'intérêt de la Municipalité de Saint Zotique et non incompatible avec la présente.

2020-08-392

AUTORISATION – APPEL D'OFFRES – MANDAT D'INSPECTION TÉLÉVISÉE DU RÉSEAU D'ÉGOUT MUNICIPAL – PROGRAMME DE GESTION DES ACTIFS MUNICIPAUX (PGAM)

CONSIDÉRANT QUE, afin de maintenir l'efficacité optimale de son réseau d'égout, la Municipalité se doit de procéder à des travaux d'inspection des conduites situées sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a signé, au mois de décembre 2018, une entente avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM) dans le cadre de sa participation au Programme de gestion des actifs municipaux (PGAM), dont un des projets admissibles consistait dans l'inspection télévisée du réseau d'égout, dans le but de préparer une base de données;

CONSIDÉRANT la recommandation formulée aux membres du conseil municipal par la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement visant à procéder à une inspection télévisée des conduites d'égout afin de connaître l'état du réseau de la Municipalité et de pouvoir planifier des interventions ciblées;

CONSIDÉRANT QUE ces inspections devront être réalisées par une firme externe spécialisée;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux d'inspection s'inscrivent dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux (PGAM) instauré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM), permettant l'octroi à la Municipalité d'une aide financière maximale de 40 000 \$, représentant la totalité du coût estimé de tels travaux d'inspection;

CONSIDÉRANT par ailleurs le désir ferme de la Municipalité de prendre les dispositions nécessaires afin de procéder aux interventions requises dans le but de remédier aux défauts déjà constatés et celles pouvant l'être dans le cadre des travaux d'inspection susdits;

CONSIDÉRANT QU'il apparaît opportun pour les membres du conseil municipal d'autoriser dès maintenant la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement à procéder à un appel d'offres, notamment suite à l'analyse des données recueillies dans le cadre des travaux visés aux présentes, quant au coût des travaux de restauration et/ou d'entretien devant être réalisés afin de corriger les défauts pouvant affecter le réseau municipal de conduites d'égout situées sur le territoire de la Municipalité;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement à procéder à un appel d'offres sur invitation auprès de deux firmes spécialisées, à savoir 9031-1796 Québec inc. (Dassyloi) et ICR Expert afin de procéder à une inspection télévisée des conduites d'égout situées dans des secteurs qui n'ont pas encore été inspectés et qui sont susceptibles de nécessiter des travaux de pavage ou de réhabilitation de certaines surfaces asphaltées.

Il est de plus résolu d'autoriser la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement à procéder à un appel d'offres, lorsque jugé opportun, quant au coût des travaux de restauration et/ou d'entretien devant être réalisés afin de corriger les défauts pouvant affecter le réseau municipal de conduites d'égout situées sur le territoire de la Municipalité.

2020-08-393 RATIFICATION – RÉDUCTION DE L'AIDE FINANCIÈRE – PROGRAMME PRIMEAU VOLET 2

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2018-08-342 adoptée lors de la séance ordinaire tenue le 21 août 2018 et relative à une demande d'aide financière présentée au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en lien avec la réfection projetée des conduites municipales d'égout de la rue Principale;

CONSIDÉRANT QUE les coûts projetés de telle et importante réfection s'élevaient à l'origine à la somme de 1 782 250 \$;

CONSIDÉRANT QUE le MAMH avait répondu favorablement à cette demande d'aide financière et qu'un protocole d'entente avait été signé avec le MAMH dans le cadre de la réalisation de tels travaux;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité se limitera à procéder à la réfection uniquement d'une partie du pavage de la rue Principale, soit les portions endommagées lors des travaux de reconstruction des conduites d'égout et d'aqueduc, réduisant d'autant la superficie totale devant être pavée;

CONSIDÉRANT QUE cette situation réduit l'aide financière pouvant être obtenue du MAMH à la somme de 1 236 250 \$, lesquels travaux devront par ailleurs être intégralement réalisés au cours de l'année 2021;

CONSIDÉRANT la teneur de l'envoi courriel portant la date du 13 juillet 2020 émanant de Mme Claudine Proulx, du MAMH, déposé aux membres du conseil municipal et confirmant les options offertes à la Municipalité dans le cadre de la réalisation du projet mentionné aux présentes;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite maintenir l'aide financière maximale de 1 236 250 \$ pouvant être obtenue aux termes du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) Volet 2, aux conditions énumérées à l'envoi courriel susdit;

Il est résolu à l'unanimité de prendre acte et d'accepter l'aide financière réduite à la somme de 1 236 250 \$ et offerte par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), dans le cadre de la réalisation des travaux de réfection des conduites d'égout d'une partie de la rue Principale, le tout suivant les conditions énoncées à l'envoi courriel de la représentante du MAMH et portant la date du 13 juillet 2020, de même que du protocole d'entente déjà signé par les parties, en lien avec le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) Volet 2.

2020-08-394 AUTORISATION DE DÉPENSER – SERVICES TECHNIQUES

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste ST-2020-08 déposée par Etleva Milkani, ing., directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement, et d'en permettre le paiement.

2020-08-395 REQUÊTE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC (MTQ) – MAINTIEN DU RECOUVREMENT DE PIERRE À L'INTERSECTION DE LA ROUTE 338 ET DU COURS D'EAU GRAND MARAIS

CONSIDÉRANT les travaux amorcés par le ministère des Transports du Québec (MTQ) sur la route 338, à la hauteur du ponceau P-5, sur le territoire de la Municipalité de Saint-Zotique;

CONSIDÉRANT QUE le MTQ a procédé à l'aménagement d'un remblai destiné à servir de voie de contournement pour la durée de tels travaux;

CONSIDÉRANT QUE le maintien de cet aménagement revêt un certain intérêt pour la Municipalité;

Il est résolu à l'unanimité de demander au ministère des Transports du Québec (MTQ) de laisser l'aménagement réalisé (remblai) sur les lieux suite à la terminaison des travaux amorcés et d'accepter d'en céder la propriété et l'usage à la Municipalité de Saint-Zotique, à titre gratuit et sans autre formalité ni condition.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

2020-08-396 AUTORISATION MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC (MTQ) – FERMETURE DE LA ROUTE 338 À LA HAUTEUR DU PONCEAU P-11

CONSIDÉRANT l'annonce faite par le ministère des Transports du Québec (MTQ) qu'il entend procéder, au cours du mois de septembre 2020, à des travaux de réfection majeurs de la route 338, à la hauteur du ponceau P-11;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation de ces travaux nécessitera la fermeture complète d'une parcelle de la route 338, sur le territoire de la Municipalité, pour une période estimée à sept jours consécutifs;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal juge nécessaire de publiciser cette information auprès de sa population, vu les impacts et inconvénients significatifs qui en découleront inévitablement;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser, si telle autorisation s'avérait nécessaire, la fermeture de la route 338, à la hauteur du ponceau P-11 qui se situe entre les immeubles portant les numéros civiques 1389 et 1409 rue Principale, pour la période et suivant l'échéancier à être déterminés par le ministère des Transports du Québec (MTQ).

Il est également résolu de requérir du coordonnateur des relations avec le milieu et des nouveaux médias de publiciser le contenu de la présente résolution de même que l'échéancier déterminé par le ministère des Transports du Québec (MTQ), lorsque établi, sur les divers réseaux sociaux et ainsi que sur le site Web de la Municipalité.

2020-08-397 DÉPÔT – AUDIT QUINQUENNAL DE CONFORMITÉ – CHAÎNE DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MELCC)

CONSIDÉRANT les dispositions contenues au *Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r.40)*, adopté en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2.)*, prévoyant notamment l'obligation pour les municipalités desservant plus de 5 000 personnes de détenir une attestation d'un professionnel, à l'effet que ses installations de traitement en eau potable satisfont les exigences prescrites audit règlement;

CONSIDÉRANT QUE telle attestation doit être tenue à la disposition du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pendant une période minimale de cinq années;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a mandaté une firme externe spécialisée aux fins de la préparation de telle attestation, à savoir la firme Tetra Tech, laquelle a complété ses inspections, études et analyses en lien avec tel mandat et a produit un rapport exhaustif portant la date du 28 juillet 2020;

CONSIDÉRANT QUE ce rapport confirme la conformité des installations de traitement d'eau potable de la Municipalité tout en formulant certaines recommandations visant à optimiser les opérations en lien avec telles installations;

Il est résolu à l'unanimité de prendre acte du dépôt de l'audit quinquennal préparé par la firme Tetra Tech et portant la date du 28 juillet 2020 et de tenir l'ensemble de cette documentation disponible pour consultation par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, sur simple demande de ce dernier.

Il est également résolu de prendre acte des recommandations formulées par la firme Tetra Tech et de requérir des gestionnaires et employés des Services techniques, de l'Hygiène du milieu et de l'environnement que telles recommandations soient intégrées aux opérations usuelles de l'usine de filtration de l'eau potable de la Municipalité.

2020-08-398 AUTORISATION DE DÉPENSER – HYGIÈNE DU MILIEU

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste HYG-2020-08 déposée par Véronic Quane, chef de division Hygiène du milieu et Environnement, et d'en permettre le paiement.

2020-08-399 **ADJUDICATION DE CONTRAT – SERVICES PROFESSIONNELS – PROGRAMME DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL REQUIS POUR LES TRAVAUX DE FAUCARDAGE DES CANAUX NAVIGABLES**

CONSIDÉRANT QUE depuis l'année 2017, la firme Biofilia (maintenant désigné sous le nom BBA inc.) œuvre au suivi des travaux de faucardage des canaux municipaux, notamment aux termes d'une résolution adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 16 mai 2017 (résolution numéro 2017-05-221);

CONSIDÉRANT QUE ce programme de suivi s'inscrit comme l'une des conditions liées à l'émission du certificat d'autorisation souscrit par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) le 15 juin 2020 et visant notamment les travaux de faucardage à être réalisés sur le territoire municipal entre les 15 juin et 1^{er} novembre 2020;

CONSIDÉRANT la connaissance acquise du dossier et l'expertise de la firme BBA inc. lui permettant de remplir à moindre coût et de façon plus expéditive le mandat additionnel visant la rédaction du suivi de tels travaux de faucardage pour l'année 2020;

CONSIDÉRANT QU'il apparaît ainsi aux membres du conseil municipal qu'il est présentement dans l'intérêt de la Municipalité de maintenir sa relation d'affaires avec la firme spécialisée mentionnée précédemment, dans le but de répondre aux attentes du MELCC quant au suivi de tels travaux de faucardage;

CONSIDÉRANT QU'il peut apparaître opportun pour la Municipalité de requérir dès maintenant de la firme BBA inc. une offre de service complémentaire pour la réalisation des travaux de suivi sous étude, requis pour l'année 2021;

Il est résolu à l'unanimité d'octroyer de gré à gré à la firme BBA inc. le mandat de préparer le rapport de suivi exigé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) aux termes du certificat d'autorisation émis au bénéfice de la Municipalité de Saint-Zotique le 15 juin 2020, entourant les travaux de faucardage à être réalisés dans les vingt-six canaux municipaux entre les 15 juin et 1^{er} novembre 2020.

Il est également résolu d'autoriser une dépense maximale de 19 000 \$, en sus des taxes applicables, afin d'acquitter les honoraires professionnels de telle firme et que cette dépense soit financée par le budget de fonctionnement du service concerné et, en cas de manque de liquidités budgétaires, par la taxe de valorisation du territoire.

Il est de plus résolu que les responsables du service concerné prévoient une dépense budgétaire réaliste pour les honoraires professionnels de la firme spécialisée qui devra être mandatée pour la réalisation du rapport en lien avec les travaux de faucardage des mêmes canaux municipaux, pour l'année 2021 et de solliciter dès maintenant de la firme BBA inc. une offre de service complémentaire pour la réalisation des travaux de suivi sous étude, pour telle année 2021.

Il est finalement résolu que la gestion des dépassements de coûts et modifications au contrat soit effectuée conformément à la Politique de gestion contractuelle de la Municipalité et que le directeur général ou, en son absence, la directrice des Services techniques, de l'hygiène du milieu et environnement soient autorisés à signer, au besoin, les contrats et les documents nécessaires, en y stipulant toute clause ou condition jugée utile dans l'intérêt de la Municipalité de Saint-Zotique et non incompatible avec la présente.

2020-08-400 **ADJUDICATION DE CONTRAT – FOURNITURE HABITS DE COMBAT D'INCENDIE**

CONSIDÉRANT le processus d'appel d'offres sur invitation réalisé par le directeur du Service d'urgence et de sécurité incendie en lien avec l'achat de quatre habits de combat d'incendie;

CONSIDÉRANT QU'une seule soumission a été reçue à l'intérieur du délai prévu en pareils cas, soit le 12 août 2020 à 16 h et l'ouverture publique de telles soumissions faite le même jour, à 16 h 01;

CONSIDÉRANT QUE telle soumission émane de la firme Aréo-Feu Ltée au montant de 11 148 \$, taxes applicables en sus;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QUE cette soumission a été jugée conforme, suite à l'analyse faite de celle-ci par le directeur du Service d'urgence et de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT la recommandation faite par ce dernier entourant l'octroi du présent contrat pour l'achat et la livraison de quatre habits de combat d'incendie au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Aréo-Feu Ltée pour la somme de 11 148 \$, taxes applicables en sus;

Il est résolu à l'unanimité d'octroyer le contrat entourant l'achat et la livraison de quatre habits de combat d'incendie ayant fait l'objet de l'appel d'offres mentionné précédemment au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Aréo-Feu Ltée pour une somme de 11 148 \$, taxes applicables en sus.

Il est de plus résolu que la dépense soit financée par le budget de fonctionnement du service concerné.

Il est finalement résolu que le secrétaire-trésorier et directeur général soit autorisé, au besoin, à signer les contrats et les documents nécessaires, sujet au respect des conditions précédemment décrites, en y stipulant toute clause ou condition jugée utile dans l'intérêt de la Municipalité de Saint Zotique et non incompatible avec la présente.

2020-08-401 AUTORISATION DE DÉPENSER – SERVICE INCENDIE

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste INC-2020-08 déposée par Michel Pitre, directeur du Service d'urgence et de sécurité incendie, et d'en permettre le paiement.

2020-08-402 AVIS D'INTENTION – INTERDICTION DE DÉBOISEMENT ET DE CONSTRUCTION – MILIEUX TERRESTRES – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MELCC)

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique a entrepris des procédures judiciaires à l'encontre du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) visant l'émission d'un certificat d'autorisation (dossier MELCC 7470-16-01-0928901 (40193403)) requis aux termes des dispositions contenues à l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement (R.L.R.Q., c. Q-2)*;

CONSIDÉRANT les intenses et nombreuses séances de négociations qui se sont déroulées entre les parties et leurs procureurs respectifs, dans le but de solutionner ce litige hors cour;

CONSIDÉRANT l'entente de principe récemment intervenue entre les parties, visant à permettre l'émission du certificat d'autorisation sollicité par la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE, depuis l'adoption de son Plan d'action en développement durable (PADD) de même que de son Plan d'adaptation aux changements climatiques (PACC), la Municipalité multiplie les efforts afin de mieux aménager son territoire et ainsi faire face plus efficacement aux changements climatiques, et ce, de façon durable;

Il est résolu à l'unanimité d'informer le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) de l'intention de la Municipalité de procéder aux amendements requis à sa réglementation d'urbanisme afin de restreindre l'abattage d'arbres et interdire les opérations de remblai dans les milieux humides et terrestres du territoire de la Municipalité de Saint-Zotique, identifiés dans le projet d'entente à être ratifié avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).

2020-08-403 DÉROGATION MINEURE – 171, 22^E AVENUE – LOT NUMÉRO 1 685 354

CONSIDÉRANT la demande de dérogation mineure présentée pour le lot numéro 1 685 354, situé au 171, 22^e Avenue, afin d'augmenter l'empiètement maximal devant le mur avant du bâtiment, aux fins de stationnement, à 3,3 mètres au lieu de 2 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure ne porte que sur les dispositions du règlement de zonage (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.1);

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QU'elle ne concerne pas les dispositions relatives à l'usage et à la densité d'occupation du sol (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.1);

CONSIDÉRANT QU'elle respecte les objectifs du Plan d'urbanisme (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 1.7);

CONSIDÉRANT QU'elle ne vise pas un immeuble situé dans une zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.1);

CONSIDÉRANT QUE les procédures prévues à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1)* et au règlement mentionné aux présentes sont respectées (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 1.7);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement 529 relatif au zonage cause un préjudice sérieux au demandeur (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.3);

CONSIDÉRANT QUE la largeur totale de l'espace de stationnement projeté ne dépasse pas la norme maximale prescrite de 8 mètres;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation éventuelle d'une entrée en demi-lune réduirait considérablement l'espace gazonné sur le terrain, comparativement à celle proposée dans la présente demande;

CONSIDÉRANT QU'elle ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des voisins (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.3);

CONSIDÉRANT de plus qu'une correspondance a été transmise aux propriétaires des terrains adjacents, lesquels n'ont émis aucune objection ni aucun commentaire défavorable en lien avec la présente demande;

CONSIDÉRANT QUE le Service d'urbanisme suggère l'utilisation de pavé alvéolé pour la surface dépassant la norme actuelle prescrite de même que la plantation d'un arbre en cour avant, le tout s'inscrivant dans les initiatives incluses au Plan d'adaptation aux changements climatiques (PACC) en vigueur sur le territoire de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QU'une demande de permis conforme aux dispositions réglementaires d'urbanisme applicables en l'instance devra impérativement être présentée à la Municipalité dans un délai maximal de quatre années de la date des présentes;

CONSIDÉRANT la recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU), conditionnelle à ce que les matériaux utilisés pour le revêtement soit du pavé uni et que la totalité des travaux en lien avec la présente demande soit réalisée au plus tard le 31 mai 2021;

CONSIDÉRANT QUE la demande représente un caractère mineur pour le conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE Monsieur le maire a ouvert une période de parole à l'assistance conformément à la loi permettant aux personnes qui le désirent de s'exprimer sur cette demande de dérogation mineure;

CONSIDÉRANT en outre qu'un avis a été publié le 31 juillet 2020 invitant toute personne qui souhaitait émettre des commentaires en lien avec les demandes contenues aux présentes à le faire, dans le délai et suivant les modalités qui y sont stipulés, dans le respect des normes et spécifications contenues à l'arrêté ministériel numéro 2020-049 adopté le 4 juillet 2020 par le ministre de la Santé et des Services sociaux;

CONSIDÉRANT QU'aucune telle communication émanant d'une tierce personne n'a été reçue en date des présentes;

Il est résolu à l'unanimité d'accepter, conditionnellement au respect intégral des conditions précédemment décrites, la demande de dérogation mineure pour le lot numéro 1 685 354, situé au 171, 22^e Avenue, afin d'augmenter l'empiètement maximal devant le mur avant du bâtiment, aux fins de stationnement, à 3,3 mètres au lieu de 2 mètres.

2020-08-404 **DÉROGATION MINEURE – 100, 55^E AVENUE – LOT NUMÉRO 1 685 685**

CONSIDÉRANT la demande de dérogation mineure présentée pour le lot numéro 1 685 685, situé au 100, 55^e Avenue, afin d'autoriser et de permettre l'agrandissement du bâtiment principal :

- La réduction de la marge avant à 1,85 mètre au lieu de 7,60 mètres;
- La réduction de la marge arrière à 1,28 mètre au lieu de 7,60 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure ne porte que sur les dispositions du règlement de zonage (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.1);

CONSIDÉRANT QU'elle ne concerne pas les dispositions relatives à l'usage et à la densité d'occupation du sol (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.1);

CONSIDÉRANT QU'elle respecte les objectifs du Plan d'urbanisme (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 1.7);

CONSIDÉRANT QU'elle ne vise pas un immeuble situé dans une zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.1);

CONSIDÉRANT QUE les procédures prévues à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1)* et au règlement mentionné aux présentes sont respectées (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 1.7);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement 529 relatif au zonage cause un préjudice sérieux au demandeur (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.3);

CONSIDÉRANT QUE la forme et les dimensions du terrain ne permettent pas le respect de la réglementation en vigueur quant aux normes relatives aux marges avant et arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'assise de la 55^e Avenue appartient au propriétaire du terrain sujet à la présente demande;

CONSIDÉRANT QUE le garage existant sera par ailleurs démoli;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment actuellement construit possède déjà des marges avant et arrière réduites, soit à 1,85 mètre quant à la marge avant et 1,77 mètre, quant à la marge arrière;

CONSIDÉRANT QUE la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des voisins (règlement sur les dérogations mineures numéro 534, art. 2.3);

CONSIDÉRANT de plus qu'une correspondance a été envoyée aux propriétaires des terrains adjacents et qu'une communication téléphonique a également été tenue avec la majorité de ces derniers, lesquels n'ont émis aucune objection ni aucun commentaire défavorable en lien avec la présente demande;

CONSIDÉRANT QU'une demande de permis conforme aux dispositions réglementaires d'urbanisme applicables en l'instance devra impérativement être présentée à la Municipalité dans un délai maximal de quatre années de la date des présentes;

CONSIDÉRANT la recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU);

CONSIDÉRANT QUE la demande représente un caractère mineur pour le conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE Monsieur le maire a ouvert une période de parole à l'assistance conformément à la loi permettant aux personnes qui le désirent de s'exprimer sur cette demande de dérogation mineure;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT en outre qu'un avis a été publié le 31 juillet 2020 invitant toute personne qui souhaitait émettre des commentaires en lien avec les demandes contenues aux présentes à le faire, dans le délai et suivant les modalités qui y sont stipulés, dans le respect des normes et spécifications contenues à l'arrêté ministériel numéro 2020-049 adopté le 4 juillet 2020 par le ministre de la Santé et des Services sociaux;

CONSIDÉRANT QU'aucune telle communication émanant d'une tierce personne n'a été reçue en date des présentes;

Il est résolu à l'unanimité d'accepter, conditionnellement au respect intégral des conditions précédemment décrites, la demande de dérogation mineure pour le lot numéro 1 685 685, situé au 100, 55^e Avenue, afin d'autoriser et de permettre l'agrandissement du bâtiment principal :

- La réduction de la marge avant à 1,85 mètre au lieu de 7,60 mètres;
- La réduction de la marge arrière à 1,28 mètre au lieu de 7,60 mètres.

2020-08-405 AUTORISATION DE DÉPENSER – SERVICE D'URBANISME

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste URB-2020-08 déposée par Anick Courval, directrice du Service d'urbanisme, et d'en permettre le paiement.

2020-08-406 AUTORISATION – VENTES DE GARAGE DE L'AUTOMNE

CONSIDÉRANT les demandes de plusieurs citoyens désireux de tenir des ventes de garage sur le territoire de la Municipalité à l'occasion de la fin de semaine de la fête du Travail, tel que prévu aux dispositions contenues à l'article 7.7 du Règlement numéro 529 relatif au zonage;

CONSIDÉRANT toutefois les restrictions et normes sanitaires promulguées par les autorités de Santé publique en raison de la pandémie de la COVID-19, dont celles relatives aux mesures de distanciation physique et du port du masque dans le cas d'interactions à moins de deux mètres;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a une constante préoccupation de protéger la santé et le bien-être de sa population;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la tenue de ventes de garage sur le territoire de la Municipalité de Saint-Zotique les 5, 6 et 7 septembre 2020 et de requérir des responsables de telles ventes de respecter rigoureusement les normes et restrictions sanitaires en vigueur, pour le bien-être collectif.

2020-08-407 AUTORISATION – SERVICES PROFESSIONNELS – OBTENTION DU CERTIFICAT D'AUTORISATION ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT – 20^E RUE

CONSIDÉRANT la demande de certificat d'autorisation en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2)*, pour l'ensemble du secteur situé entre la 34^e Avenue et les limites est de la Municipalité, pour réaliser les travaux de prolongement de la 20^e Rue;

CONSIDÉRANT les résolutions numéros 2017-08-350 et 2019-12-600 adoptées respectivement lors des séances ordinaires tenues les 15 août 2017 et 17 décembre 2019;

CONSIDÉRANT les demandes supplémentaires formulées par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) en lien avec l'étude et l'analyse de la demande susdite, laquelle est toujours pendante;

CONSIDÉRANT QUE ces nouvelles demandes s'inscrivent dans le cadre d'une entente de principe récemment conclue avec les représentants du MELCC dans le but de permettre l'émission du certificat d'autorisation recherché par la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a déjà mandaté la firme de biologistes Biofilia dans le cadre de tel dossier environnemental et qu'il est ainsi grandement avantageux et hautement souhaitable que cette dernière poursuive le mandat original qui lui a déjà été confié en l'instance;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT toutefois que l'octroi de tel mandat additionnel et complémentaire est conditionnel et subordonné à la signature de l'entente de règlement mentionnée précédemment;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser, sous réserve de ce qui précède, la poursuite du mandat pour services professionnels déjà confié à la firme Biofilia afin de répondre aux questions additionnelles du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) en lien avec l'étude et l'analyse de la demande de certificat d'autorisation en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2)*, pour l'ensemble du secteur situé entre la 34^e Avenue et les limites est de la Municipalité, pour réaliser les travaux de prolongement de la 20^e Rue.

Il est également résolu d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 22 250 \$ dans le cadre de tel mandat complémentaire et que cette dépense soit financée par la taxe de valorisation et que le financement pour l'ensemble des frais reliés à la demande du certificat d'autorisation en vertu de l'article 22 de la LQE, pour l'ensemble du secteur situé entre la 34^e Avenue et les limites est de la Municipalité, soit affecté au ratio de la superficie contributive de chacun des lots visés dans l'ensemble de la Municipalité en rapport au projet global, en fonction du montant réel à financer.

Il est finalement résolu que le secrétaire-trésorier et directeur général soit autorisé à signer, au besoin, les contrats et les documents nécessaires, en y stipulant toute clause ou condition jugée utile dans l'intérêt de la Municipalité de Saint-Zotique et non incompatible avec la présente.

2020-08-408 **AUTORISATION – DEMANDE DE SUBVENTION – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES MUNICIPALITÉ AMIE DES AÎNÉS (PRIMADA) – MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION (MAMH)**

CONSIDÉRANT le Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA/MADA) pour l'année 2020, instauré conjointement par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et le Secrétariat aux aînés du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);

CONSIDÉRANT QUE le PRIMADA/MADA a pour but d'améliorer la qualité de vie des aînés et, par le fait même, de favoriser le vieillissement actif au sein de leur communauté;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique souhaite faciliter l'accès à l'église de la Municipalité aux personnes à mobilité réduite;

CONSIDÉRANT QUE ce projet s'inscrit dans le cadre du programme sous étude;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités ont jusqu'au 2 septembre 2020 pour déposer leurs projets et leurs demandes d'aide financière au MAMH;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire à déposer pour le bénéfice de la Municipalité de Saint-Zotique une demande d'aide financière d'un montant maximal de 100 000 \$ dans le cadre du programme PRIMADA/MADA, ayant pour objectif de faciliter l'accès à l'église de Saint-Zotique aux personnes à mobilité réduite, en collaboration avec la Fabrique de la Paroisse Saint-François-sur-le-Lac.

2020-08-409 **AUTORISATION – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – APPEL DE PROJETS EN DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES AUTONOMES (BPA) 2020-2021**

CONSIDÉRANT le programme en développement des collections des Bibliothèques publiques autonomes (BPA) 2020-2021 instauré par le ministère de la Culture et des Communications;

CONSIDÉRANT QUE ce programme vise notamment à encourager une offre de ressources documentaires diversifiées dans les bibliothèques publiques autonomes du Québec et soutenir l'achat de livres et de publications en série édités au Québec;

CONSIDÉRANT QUE le ministère de la Culture et des Communications considère que la culture doit être reconnue comme une composante essentielle du développement de la société québécoise et que la Municipalité de Saint-Zotique adhère pleinement à cet énoncé;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite bénéficier de tel programme afin de proposer, via sa bibliothèque municipale, des ressources documentaires diversifiées et sur tous supports, en tenant compte des intérêts et des besoins variés de la population qu'elle dessert et du milieu dans lequel elle évolue;

CONSIDÉRANT QUE le programme BPA 2020-2021 a été bonifié lors de la période de pandémie de la Covid-19 et que la subvention recherchée pourra atteindre 90 % du budget total d'acquisition pour les documents admissibles au programme;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser Isabelle Dalcourt, directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire, à présenter et à signer, pour et au nom de la Municipalité de Saint-Zotique, la demande de subvention et la convention 2020-2021 dans le cadre de l'Appel de projets en développement des collections des Bibliothèques publiques autonomes (BPA) 2020-2021, et d'accepter de financer la totalité du projet estimé à la somme de 73 000 \$, y incluse la subvention de 49 600 \$ déjà autorisée par le ministère de la Culture et des Communications.

Il est finalement résolu que la dépense excédentaire de 23 400 \$ soit acquittée par le surplus affecté bibliothèque jusqu'à concurrence d'un montant de 18 400 \$ et par le budget de fonctionnement, pour un montant de 5 000 \$.

2020-08-410 AUTORISATION DE DÉPENSER – LOISIRS

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste LOI-2020-08 déposée par Isabelle Dalcourt, directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire, et d'en permettre le paiement.

2020-08-411 MANDAT – TENUE ET PLANIFICATION DE CERTAINS ÉVÉNEMENTS

CONSIDÉRANT la pandémie sanitaire décrétée au mois de mars 2020 par les autorités de Santé publique;

CONSIDÉRANT les normes et restrictions sanitaires promulguées à ce jour, en lien avec la COVID-19, dont les risques de contagion demeurent bien réels;

CONSIDÉRANT toutefois le désir du conseil municipal de permettre la planification et la tenue de diverses activités sportives, sociales ou autres, au bénéfice de la collectivité;

CONSIDÉRANT notamment les événements et activités tenus sur une base annuelle sur le territoire de la Municipalité, dont la Grande marche Pierre Lavoie, la Grande mascarade, le Marché de Noël ainsi que la Classique Hivernale « Lavoie la Source du Sport »;

CONSIDÉRANT QU'il apparaît possible, pour les membres du conseil municipal, de planifier et tenir de tels événements bénéfiques pour sa population dans le respect rigoureux des mesures et normes sanitaires présentement applicables sur le territoire québécois;

Il est résolu à l'unanimité de mandater la directrice par intérim du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire de voir à planifier la tenue ainsi que le déroulement des événements suivants au cours des prochains mois, dans le respect intégral des diverses normes, mesures et restrictions sanitaires alors applicables de même que des prévisions budgétaires actualisées présentées par les responsables du service concerné, à savoir :

- la sixième édition de la Grande marche Pierre Lavoie;
- la Grande mascarade;
- le Marché de Noël;
- la sixième édition de la Classique Hivernale « Lavoie la Source du Sport ».

2020-08-412 COVID-19 – INTERDICTION LOCATION ET UTILISATION DES SALLES COMMUNAUTAIRES

CONSIDÉRANT la pandémie sanitaire décrétée au mois de mars dernier et les nombreuses normes et restrictions promulguées par les autorités de la Santé publique qui en découlent;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT notamment celles en lien avec les normes de distanciation physique ainsi que celles liées au port du masque dans les lieux publics fermés, dont les salles communautaires situées sur le territoire de la Municipalité et normalement offertes en location aux citoyens pour la tenue de rassemblements sociaux ou autres;

CONSIDÉRANT QU'aucune supervision ni surveillance du déroulement de telles activités ne peut être faite par les représentants de la Municipalité et le constant désir de cette dernière de protéger le bien-être et la santé de sa population;

CONSIDÉRANT les devoirs et obligations d'ordre légal qui incombent aux locateurs de telles salles communautaires, aux termes des divers arrêtés ministériels numéros 689-2020 et 810-2020, notamment;

Il est résolu à l'unanimité d'interdire, jusqu'à décision contraire du conseil municipal, la location et/ou l'utilisation des salles communautaires situées sur le territoire de la Municipalité, quel que soit le type de rassemblement souhaité.

Il est également résolu de demander au coordonnateur des relations avec le milieu et des nouveaux médias de publiciser le contenu de la présente résolution sur les divers réseaux sociaux et ainsi que sur le site Web de la Municipalité.

2020-08-413 AUTORISATION DE DÉPENSER – PLAGE

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste PLA-2020-08 déposée par Benoit Leduc, directeur par intérim de la plage, et d'en permettre le paiement.

2020-08-414 AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 529 RELATIF AU ZONAGE – RÈGLEMENT NUMÉRO 529-22

Monsieur le maire Yvon Chiasson donne avis qu'il sera présenté, lors d'une prochaine séance du conseil municipal, un Règlement modifiant le règlement numéro 529 relatif au zonage – Règlement numéro 529-22.

Il informe de plus les membres du conseil municipal que ces modifications viseront notamment certaines restrictions quant à l'abattage d'arbres, lors de projets de développement à être réalisés sur le territoire de la Municipalité.

2020-08-415 AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT NUMÉRO 530 – RÈGLEMENT NUMÉRO 530-2

Monsieur le maire Yvon Chiasson donne avis qu'il sera présenté, lors d'une prochaine séance du conseil municipal, un Règlement modifiant le règlement de lotissement numéro 530 – Règlement numéro 530-2.

2020-08-416 AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 532 RELATIF À LA GESTION DES RÈGLEMENTS D'URBANISME – RÈGLEMENT NUMÉRO 532-11

Monsieur le maire Yvon Chiasson donne avis qu'il sera présenté, lors d'une prochaine séance du conseil municipal, un Règlement modifiant le règlement numéro 532 relatif à la gestion des règlements d'urbanisme – Règlement numéro 532-11.

Il informe de plus les membres du conseil municipal que ces modifications viseront notamment l'exigence de documents additionnels lors du dépôt de demandes de permis d'abattage d'arbres, lors de projets de développement à être réalisés sur le territoire de la Municipalité.

2020-08-417 AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE – RÈGLEMENT NUMÉRO 733

Monsieur le maire Yvon Chiasson donne avis qu'il sera présenté, lors d'une prochaine séance du conseil municipal, un Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble – Règlement numéro 733.

2020-08-418

RESCINDER LA RÉOLUTION NUMÉRO 2020-07-365 – ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AUX PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE NUMÉRO 535 – RÈGLEMENT NUMÉRO 535-9

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne l'objet et la portée du projet de Règlement modifiant le règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 535 – Règlement numéro 535-9.

L'objet et la portée du projet de règlement visent des modifications aux dispositions suivantes, à savoir :

- a) dispositions relatives aux constructions et travaux assujettis aux zones de développement;
- b) dispositions relatives au contenu minimal d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA);
- c) dispositions relatives au contenu des objectifs et critères d'évaluation d'un PIIA;
- d) dispositions relatives aux objectifs et critères d'évaluation d'un PIIA.

Il est résolu à l'unanimité d'adopter le projet de Règlement modifiant le règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 535 – Règlement numéro 535-9 et de fixer la tenue de l'assemblée de consultation publique concernant ledit projet de règlement au jeudi 10 septembre 2020, à 18 h, en la salle du conseil municipal à l'hôtel de ville, le tout dans le respect des mesures sanitaires alors applicables.

Il est également résolu de procéder à la publication d'un avis invitant toute personne qui le souhaiterait à pouvoir émettre des commentaires en lien avec tel projet de règlement, dans le délai et suivant les modalités qui y seront stipulés, dans le respect des normes et spécifications contenues dans l'arrêté ministériel numéro 2020-049 adopté le 4 juillet 2020 par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

Il est également résolu de rescinder la résolution municipale numéro 2020-07-365, celle-ci n'ayant plus d'objet.

La lecture du projet de règlement n'est pas nécessaire, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil municipal plus de 72 heures préalablement à la présente séance, au cours de laquelle le projet de règlement est adopté. Tous les membres du conseil municipal présents déclarent en avoir pris connaissance et renoncent à sa lecture.

Une copie de tel projet de règlement a été mise à la disposition du public lors de la présente séance.

Les originaux du projet de règlement et, le cas échéant, des cartes, des plans et des annexes sont déposés et conservés au Livre des règlements. Ils peuvent être consultés sur le site Web de la Municipalité.

PÉRIODE DE QUESTIONS DE LA FIN DE LA SÉANCE

Monsieur le maire Yvon Chiasson laisse la parole à l'assistance pour la période de questions à la fin de la séance.

Les citoyens s'expriment sur différents dossiers :

- Ventes de garage;
- Mesures de sécurité à la plage;
- Canaux municipaux;
- Livraison nouveau bateau à faucarder;
- Problématique de circulation sur la route 338 à l'entrée de la plage.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

2020-08-419 LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, il est résolu à l'unanimité de lever la séance à 21 h 23.

Je soussigné, Yvon Chiasson, atteste que la signature du présent procès-verbal, équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du *Code municipal du Québec (RLRQ, c. C-27.1)*.

Yvon Chiasson, maire

Jean-François Messier,
secrétaire-trésorier et directeur général